

Apaiser le climat politique entre Alger et Paris

Le président de l'association France-Algérie plaide pour un rapprochement «inédit et solide» entre la France et l'Algérie dans la perspective d'affronter ensemble des défis communs.

La France et l'Algérie constituent «un binôme structurant pour le XXI^e siècle», disposant de «beaucoup d'atouts, mais également d'énormes défis à relever ensemble», a défendu Jean-Pierre Chevènement lors du débat qu'il a animé samedi soir à l'Institut français d'Alger. Deux pays qui occupent une position qui les destine à jouer un rôle «stratégique face aux puissants américain à l'ouest et chinois à l'Est».

Le président de l'association France-Algérie s'est longuement employé à identifier les atouts des deux pays pouvant leur permettre de forger une «ambition commune au service de la paix dans le monde». «L'Algérie est une jeune nation avec une histoire prestigieuse, un vaste territoire, une puissance énergétique. Elle est pour la France le plus grand pays émergent dont la réussite nous intéresse. Elle est surtout le vis-à-vis naturel pour la France. Il n'y a aucune raison de ne pas avoir confiance en l'Algérie», a soutenu l'ancien ministre français. Il assure d'emblée qu'entre Alger et Paris, le «courant passe toujours. Un vieux couple aux relations excellentes, avec parfois des scènes de ménage».

De l'autre côté de la Méditerranée, M. Chevènement évoque «une vieille nation qui est la France à la démographie qui n'est pas si mauvaise, une puissance économique, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qui doit se sentir partie prenante de toutes les nations et doit rester fidèle à une histoire qui est la sienne».

L'ancien maire de Belfort, un fidèle ami de l'Algérie, estime également que «la présence d'une immigration nombreuse essentiellement algérienne est une chance» pour son pays tout comme pour l'Algérie. Il rappelle au passage que la France «doit garder à l'esprit que la constitution d'un grand Maghreb est aussi une chance». Mais non sans relever une anomalie en matière d'investissement : «Il n'est pas normal que le Maghreb ne capte que 20 milliards d'euros des investissements français alors qu'il s'agit de l'ordre de 2000 milliards à travers le monde.»

En parfait connaisseur des rapports denses mais complexes entre Alger et Paris, qui parfois connaissent des tensions, Jean-Pierre Chevènement invite les deux pays à «parler un langage de vérité, mais surtout éviter les simplismes et les manichéismes. Il faut lutter contre toutes les formes de discrimination, faire triompher les valeurs de citoyenneté, de paix et de fraternité». Il plaide pour un «rapprochement inédit et solide» qu'il faut renforcer par «un travail de tous les jours, un défi permanent».

M. Chevènement, dont la visite en Algérie intervient deux semaines après l'assassinat d'Hervé Gourdel, assure que «l'amitié entre les deux pays n'est pas altérée par ce crime odieux», profitant au passage pour rendre un hommage appuyé à l'armée algérienne. C'est à l'aune d'une coopération avancée que les deux pays peuvent relever les défis et juguler les multiples crises, dans une sphère régionale convulsée. Et c'est en ce sens que M. Chevènement apporte son soutien à la médiation algérienne dans la crise malienne et libyenne.

Un facilitateur

Sur la question malienne, M. Chevènement, qui avait déjà présidé une mission d'enquête parlementaire l'an dernier sur le Sahel, soutient l'option d'«aider, ensemble, à construire le Mali dans son intégrité territoriale, parce que la fragmentation du pays n'est pas une bonne chose. Il faut partager le pouvoir et non pas le territoire, assécher le terrain sur lequel se développe le terrorisme et parvenir à un accord de toutes les communautés maliennes, tout comme la Libye qui a besoin de réunir et que tous les Libyens puissent trouver la solution». Un défi pour l'Algérie, qui doit assumer

un rôle de «stabilisateur dans la lutte contre le terrorisme global». Et d'assurer que sur la crise libyenne, «la France n'est pas du tout sur une ligne d'intervention militaire. Nous coordonnons nos actions avec l'Algérie».

Le retour à la stabilité qui passerait également par «la réussite de l'expérience tunisienne, qui sera dans l'intérêt du Maghreb». Déplaçant le curseur de son analyse au Moyen-Orient, l'ancien ministre de la Défense sous Mitterrand, opposé à la guerre du Golfe en démissionnant de son poste, rappelle la «responsabilité de l'Occident» dans la dislocation de l'Orient. Anti-atlantiste assumé, J.-P. Chevènement reproche à l'Occident d'avoir «fait subir au Monde arabe une instrumentation» en citant «le soutien de la CIA aux Frères musulmans contre Nasser en Egypte, puis aux taliban en Afghanistan contre les Soviétiques. La guerre du Golfe qui a conduit à la destruction de l'Irak, devenu aujourd'hui le terreau sur lequel se développe l'Etat islamique».

L'hôte de l'Algérie ne prend pas de gants pour accuser les monarchies pétrolières du Golfe de «propager le wahhabisme et financer le terrorisme». Mais pour lui, le «point choquant qui est la matrice de toutes les tensions au Proche-Orient reste le problème palestinien, otage du deux poids deux mesures de la communauté internationale». «Je suis pour l'autodétermination du peuple palestinien dans ses frontières de 1967», assume encore Chevènement.

Ainsi, dans cette agitation régionale, la France et l'Algérie «peuvent contribuer à la paix en confrontant et rapprochant les points de vue et les analyses parce qu'aucune partie ne détient à elle seule la vérité infuse», conclut l'ami de l'Algérie. Débarrassé de ses charges politiques en France, M. Chevènement semble consacrer son temps à la diplomatie informelle, ambitionnant d'apaiser le climat politique entre Alger et Paris et de rapprocher les points de vue. Un facilitateur qui semble maîtriser l'art de réussir là où les officiels rencontrent des difficultés. Les autorités algériennes, avec lesquelles il s'est montré bienveillant, lui ont déroulé le tapis rouge. Il a eu droit à des rendez-vous avec la moitié du gouvernement.

Il a rendu visite au FFS : «L'assassinat d'Hervé Gourdel n'a pas entamé les relations algéro-françaises»

L'ancien ministre français de la Défense et président de l'association France-Algérie, Jean-Pierre Chevènement, réitère sa conviction que l'ignoble exécution d'Hervé Gourdel ne nuit pas aux relations entre les deux pays : «Cet assassinat n'a ni entamé ni entaché les relations entre les deux pays et l'image de l'Algérie en France auprès des Françaises et des Français.» J.-P. Chevènement a rendu visite, hier, au Front des forces socialistes (FFS). Reçu au siège du parti par Rachid Halet, membre de l'instance présidentielle, Mohammed Nebbou, premier secrétaire, Youcef Aouchiche, chargé de communication, et Melle Safia Djaoui, secrétaire national à la jeunesse, le président de l'association France-Algérie a abordé avec les responsables du FFS plusieurs sujets d'actualité concernant les deux pays, mais aussi les événements régionaux et internationaux. Selon les responsables du FFS, M. Chevènement a aussi évoqué, lors de cette visite, l'histoire du FFS et son chef historique, Hocine Aït Ahmed.

(R. P.)